

Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOBIGNY - 9301 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 20/08/2024 - 26276 - 1992 B 02917 - 722 000 395 - COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS (SERVAIR)



Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR)

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR)

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme précisé dans la section « Participations et autres titres » de la note « Principes et Méthodes Comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition qui correspond au coût d'achat majoré des coûts directement attribuables. Une provision pour dépréciation est constituée dès que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de votre société, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 3 mai 2024

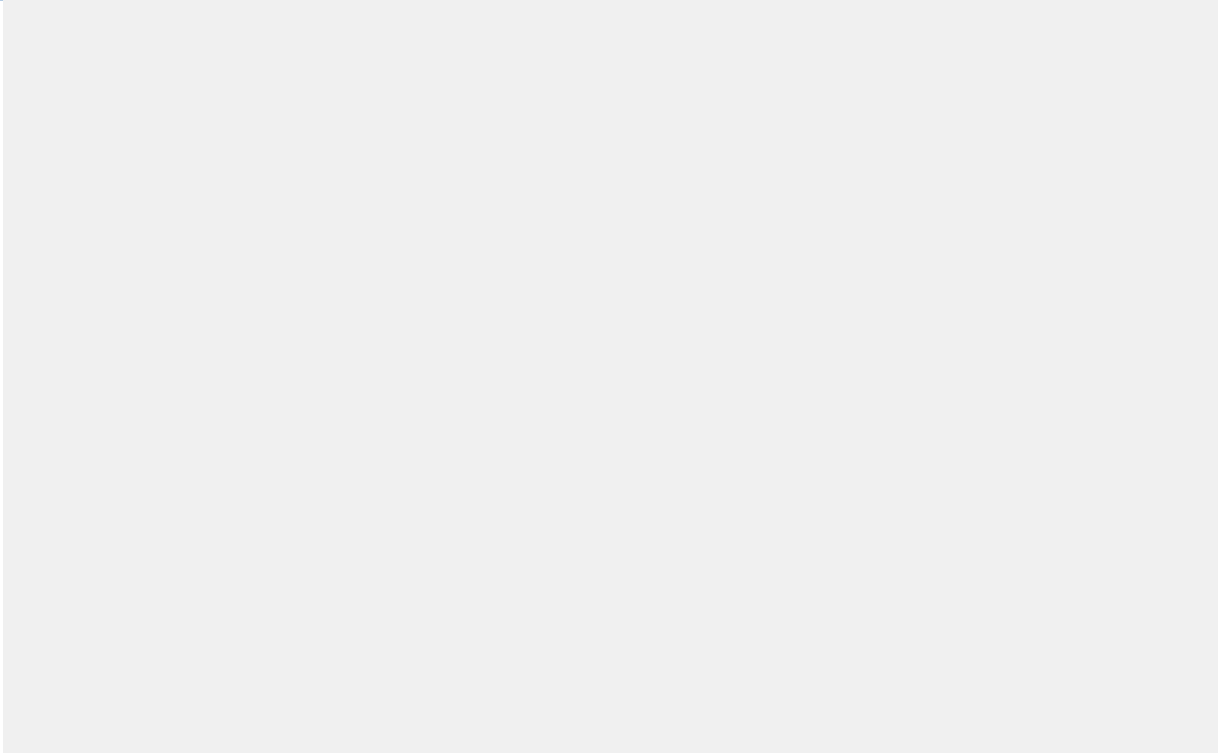
Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie Le Treut

SERVAIR

**10/14 RUE DE ROME
TREMBLAY EN FRANCE
95726 ROISSY CDG CEDEX**

Comptes au 31/12/2023



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexe

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques de l'exercice	11
Informations complémentaires	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Annexe au tableau des provisions	16
Etat des stocks	17
Créances et dettes	18
Ecart de conversion sur créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatées d'avance	22
Composition du capital social	23
Variation des capitaux propres	24
Ventilation du chiffre d'affaires	25
Transfert de charges	26
Charges et produits exceptionnels	27
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	28
Charges et produits sur exercices antérieurs	29

Engagements financiers et autres informations

Engagements de crédit-bail	N/A *
Engagements financiers donnés et reçus	31
Engagement en matière de retraite	32
Situation fiscale différée et latente	33
Intégration fiscale	34
Effectif moyen	35
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	36
Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous-groupe	37
Liste des filiales et participations	38

* : N/A Non applicable

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	26 208 106	24 187 951	2 020 155	2 344 095
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	15 043		15 043	771 206
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 974 833	23 162 238	812 595	1 083 826
Installations techniques, matériel, outillage	14 909 644	13 387 597	1 522 047	1 170 464
Autres immobilisations corporelles	44 707 496	42 872 225	1 835 271	1 715 279
Immobilisations en cours	1 583 611		1 583 611	364 291
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	143 498 558	67 335 684	76 162 874	76 587 310
Créances rattachées à des participations	26 626 291	278 846	26 347 445	4 771 327
Autres titres immobilisés				
Prêts	985 382		985 382	1 038 284
Autres immobilisations financières	340 639		340 639	340 639
ACTIF IMMOBILISE	282 849 603	171 224 542	111 625 061	90 186 722
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	844 471		844 471	660 878
En-cours de production de biens	19 804		19 804	31 350
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	45 677		45 677	44 759
Marchandises	281 644		281 644	498 004
Avances et acomptes versés sur commandes	100 000		100 000	100 000
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	69 776 829	4 703 183	65 073 646	42 308 123
Autres créances	41 864 479	6 889 091	34 975 388	47 150 174
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	66 910 083		66 910 083	84 140 889
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 543 825		3 543 825	2 974 504
ACTIF CIRCULANT	183 386 812	11 592 274	171 794 538	177 908 682
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	12 344		12 344	921
TOTAL GENERAL	466 248 759	182 816 816	283 431 943	268 096 325

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 52 386 208)	52 386 208	52 386 208
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 703 170	14 703 170
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 238 621	5 238 621
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	23 400	23 400
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	35 510 303	35 510 303
Report à nouveau	-66 826 224	-53 006 718
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-8 743 771	-13 819 506
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	18 495	149 650
CAPITAUX PROPRES	32 310 201	41 185 127
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	24 792 767	17 404 208
Provisions pour charges	10 044 455	10 172 974
PROVISIONS	34 837 222	27 577 182
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	89 685 152	89 098 205
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	45 068 571	35 158 275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	29 538 914
Dettes fiscales et sociales	40 276 687	41 115 605
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	6 415
Autres dettes	2 767 445	4 364 664
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	216 275 601	199 282 078
Ecart de conversion passif	8 919	51 939
TOTAL GENERAL	283 431 943	268 096 325

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	390	139	529	43 291
Production vendue de biens	17 217 083	123 549 032	140 766 115	159 397 878
Production vendue de services	42 580 252	92 373 813	134 954 064	165 951 488
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	59 797 725	215 922 983	275 720 709	325 392 658
Production stockée				
Production immobilisée				24 200
Subventions d'exploitation			15 333	101 334
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 269 729	2 441 444
Autres produits			6 544 607	5 248 410
PRODUITS D'EXPLOITATION			286 550 378	333 208 045
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			30 850 119	24 863 154
Variation de stock (marchandises)			216 415	295 912
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			57 158 649	60 806 800
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-23 019	-87 199
Autres achats et charges externes			65 909 307	124 693 396
Impôts, taxes et versements assimilés			3 850 499	4 086 099
Salaires et traitements			83 516 398	79 777 700
Charges sociales			39 433 166	34 728 852
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			2 269 552	4 338 615
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 841 186	1 494 931
Dotations aux provisions			1 426 645	3 263 057
Autres charges			2 253 361	5 635 142
CHARGES D'EXPLOITATION			288 702 278	343 896 459
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 151 900	-10 688 414
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			4 372 460	3 255 377
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			315 692	137 232
Autres intérêts et produits assimilés			938 050	173 391
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 786 908	5 184 247
Différences positives de change			86 457	29 785
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 499 567	8 780 032
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			10 426 653	12 814 073
Intérêts et charges assimilées			6 421 965	2 463 815
Différences négatives de change			113 707	105 147
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 962 325	15 383 035
RESULTAT FINANCIER			-9 462 758	-6 603 003
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-11 614 658	-17 291 417

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		30 639
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 485	1 791 422
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	131 155	4 723 058
PRODUITS EXCEPTIONNELS	156 640	6 545 119
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 979	3 207 470
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 701	1 790 849
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		23 961
CHARGES EXCEPTIONNELLES	43 680	5 022 280
RESULTAT EXCEPTIONNEL	112 960	1 522 838
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 757 927	-1 949 073
TOTAL DES PRODUITS	294 206 585	348 533 196
TOTAL DES CHARGES	302 950 356	362 352 702
BENEFICE OU PERTE	-8 743 771	-13 819 506

Annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice sont établis en application du plan comptable général annexé aux règlements ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles sont constituées principalement de logiciels acquis.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les logiciels acquis sont amortis selon le mode linéaire, sur une durée d'utilisation, estimée entre 3 et 5 ans suivant leur nature.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les dépenses de recherche et de développement sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en mode linéaire suivant la durée de vie prévue.

Les durées les plus courantes sont les suivantes :

Constructions	10 à 25 ans
Installations techniques, mat.outillage	5 à 10 ans
Install. générales agencés, aménagés	10 ans
Matériel de transport Poids Lourds	10 ans
Matériel de transport, autres	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Les amortissements dérogatoires correspondent à la différence entre la durée de vie économique et la durée de vie fiscale de certains matériels de transport, ainsi qu'au recours au mode dégressif.

Les bâtiments sont construits sur des terrains bénéficiant de concessions du domaine public qui prévoient qu'en fin de concessions ceux-ci reviennent à l'Etat. En conséquence dans le cadre du règlement CRC 2002-10 il a été retenu une durée d'amortissement équivalente aux durées de concessions.

Les immobilisations corporelles font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur

d'utilité apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre d'hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition qui correspond au coût d'achat majoré des coûts directement attribuables. Une provision pour dépréciation est constituée dès que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette éventuellement réévaluée et des perspectives de rentabilité.

Des provisions complémentaires sont enregistrées dès lors qu'il existe des risques de non recouvrement de prêts ou de créances sur les filiales.

Les autres immobilisations financières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de remboursement.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, ces perspectives de rentabilité ont été déterminées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Elles sont principalement constituées de provisions pour engagement de retraite et obligations similaires et de provisions pour litiges sociaux.

STOCKS

Les stocks sont évalués :

- pour les vivres, biens d'économat et autres produits acquis à titre onéreux, par application de la méthode du coût moyen pondéré.
- pour les en-cours et les produits finis, au coût de production sans incorporation de charges financières.

Des provisions pour dépréciation des stocks et en-cours sont enregistrées lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition ou de production.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque leur recouvrement risque d'être compromis en tout ou partie.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que la prestation a été réalisée.

Il est principalement constitué de la production et de la vente de plateaux repas et des prestations

de mise à bord.

Les autres produits d'exploitation sont essentiellement constitués de redevances de marque. Elles sont reconnues sur la base des dispositions contractuelles.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Servair ne possède pas de valeurs mobilières de placement.

OPERATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de leur réalisation.

Les dettes et créances en devises inscrites au bilan sont converties et comptabilisées au dernier cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les éventuelles différences de conversion sont inscrites au bilan. Une provision pour risque est constituée pour couvrir les éventuelles pertes latentes.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Une perte ou un gain de change est constaté selon le cas.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables françaises, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction de la société, elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titres des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations reposent sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les hypothèses sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers de cet exercice ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

Les principales estimations significatives faites par la Direction de la société portent notamment sur les titres de participations, les dépréciations, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraite.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

PROTOCOLE PAIEMENT CHARGES SOCIALES

Fin Décembre 2021, un protocole a été signé sous l'égide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) au niveau Groupe sur un moratoire de paiement de charges sociales. Un échéancier a été validé pour le paiement étalé sur une durée de 3 ans.
Au 31 décembre 2023 il reste un solde de 5 841 797,27€.

CONTRAT DE PRET AVEC SIA

Un contrat de prêt interco avec SIA, remboursable sur 6 ans, a été signé dans le cadre du financement des filiales de restauration rapide en Afrique en contrepartie du compte courant déjà existant auparavant.

LITIGES ET PROCES EN COURS

La société Servair est concernée par plusieurs litiges judiciaires dans le cadre de la marche ordinaire de ses affaires.

Il n'existe aucun litige significatif qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires à la date de clôture.

INTEGRATION FISCALE

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

MALI & BUKINA FASO

L'incertitude sur les performances futures des filiales MALI CATERING et SERVAIR BURKINA FASO liée à la conjoncture locale actuelle, notamment l'annonce provisoire de l'arrêt de desserte de ces pays par Air France, a engendré la dépréciation des titres de participation et des créances détenues sur ces sociétés à la clôture de l'exercice 2023.

LYON AIR TRAITEUR

Au cours du mois de Février 2024, la cessation de l'activité de la filiale LYON AIR TRAITEUR a été annoncée. L'impact de cette fermeture sur les comptes de Servair SA a été estimé au mieux à la clôture des comptes 2023.

PRET A OAT

Le 01 mars 2024, SERVAIR S.A. a signé un contrat de prêt avec Orly Air Traiteur à hauteur de 3,5M d'euros. Ce prêt remboursable à horizon 2026 a été réalisé dans le cadre de la révision de son financement en convertissant une partie de son compte courant en prêt avec sa filiale.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 223 599		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	6 693 972		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	22 123 329		17 192
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 227 425		682 219
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	13 233 007		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	30 758 283		716 206
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	364 291		1 565 763
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	87 400 307		2 981 379
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	148 269 885		25 717 581
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 378 923		317 983
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	149 648 809		26 035 564
TOTAL GENERAL	263 272 715		29 016 943

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		450	26 223 149	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui		1 389 258	5 304 714	
Constructions, installations générales, agenc.		3 470 402	18 670 119	
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 909 644	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			13 233 007	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			31 474 489	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	309 701	36 742	1 583 611	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	309 701	4 896 402	85 175 584	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 862 616	170 124 850	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		370 885	1 326 021	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 233 501	171 450 871	
TOTAL GENERAL	309 701	9 130 353	282 849 603	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 040 721	1 079 654		24 120 374
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 040 721	1 079 654		24 120 374
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	6 624 232		1 389 258	5 234 974
Constructions installations générales, agenc., aménag.	21 109 243	263 047	3 445 027	17 927 264
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 056 961	330 636		13 387 597
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	13 056 406	141 426		13 197 833
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 219 605	454 788		29 674 393
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	83 066 447	1 189 898	4 834 285	79 422 060
TOTAL GENERAL	106 107 168	2 269 552	4 834 285	103 542 434

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.				131 155			-131 155
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.				131 155			-131 155
Acquis. titre							
TOTAL				131 155			-131 155

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	149 650		131 155	18 495
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	149 650		131 155	18 495
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	921	11 423		12 344
Provisions pour pensions, obligations similaires	10 172 974		128 519	10 044 455
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	27 577 182	10 888 516	3 628 475	34 837 222
Dépréciations immobilisations incorporelles	67 577			67 577
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	66 911 248	424 436		67 335 684
Dépréciations autres immobilis. financières		278 846		278 846
Dépréciations stocks et en cours	150 000		150 000	
Dépréciations comptes clients	4 260 925	1 809 432	1 367 174	4 703 183
Autres dépréciations	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091
DEPRECIATIONS	78 789 726	2 805 969	2 321 314	79 274 381
TOTAL GENERAL	106 516 558	13 694 485	6 080 944	114 130 098
Dotations et reprises d'exploitation		3 267 831	4 162 881	
Dotations et reprises financières		10 426 653	1 786 908	
Dotations et reprises exceptionnelles			131 155	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Risques filiales	12 540 280	9 450 448	1 000 000	20 990 728
Risques sociaux	2 198 304	1 426 645	864 087	2 760 861
Chocs avions et litiges commerciaux	551 582		531 582	20 000
Crédit impôts mécénat	185 551		185 551	
DGCCRF - contrôle en cours	300 000			300 000
Risques divers	1 627 570		918 736	708 834
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
Dividendes à recevoir Burkina faso		278 846		278 846
Provisions sur autres immobilisations financières		278 846		278 846
Comité d'entreprise Servair 1	63 181		17 231	45 950
Comptes courants filiales	7 336 795	261 500	786 908	6 811 387
Créance activité partielle		31 754		31 754
Autres provisions pour dépréciation	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091

Rubriques	Début d'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Matières premières	589 483	52 593	642 075
Consommables	131 917	-14 568	117 349
Fournitures diverses	89 479	-4 431	85 047
Matières premières et approv.	810 878	33 593	844 471
Produits en cours	31 350	-11 546	19 804
En-cours de production	31 350	-11 546	19 804
Produits finis	44 759	917	45 677
Produits finis	44 759	917	45 677
DFS	14 496	-281	14 215
Buy on bord	483 508	-216 079	267 429
Marchandises	498 004	-216 360	281 644
TOTAL GENERAL	1 384 992	-193 396	1 191 596

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	26 626 291	6 585 702	20 040 589
Prêts	985 382	381 466	603 916
Autres immobilisations financières	340 639		340 639
Clients douteux ou litigieux	4 720 544	4 720 544	
Autres créances clients	65 056 284	65 056 284	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	487 222	487 222	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	50	50	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 461 030	1 461 030	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	599 885	599 885	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	496 766	496 766	
Etat, autres collectivités : créances diverses	31 754	31 754	
Groupe et associés	34 259 863	34 259 863	
Débiteurs divers	4 527 910	4 527 910	
Charges constatées d'avance	3 543 825	3 543 825	
TOTAL GENERAL	143 137 445	122 152 301	20 985 144
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	317 983		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	370 885		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 192	2 192		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	89 682 960	3 682 960	86 000 000	
Emprunts et dettes financières divers	45 068 571	44 939 821		128 750
Fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	38 224 590		
Personnel et comptes rattachés	14 918 171	14 918 171		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 341 876	21 341 876		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 848 082	2 848 082		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 168 558	1 168 558		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	253 157		
Groupe et associés	1 049 730	1 049 730		
Autres dettes	1 717 715	1 717 715		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	216 275 601	130 146 851	86 000 000	128 750
Emprunts souscrits en cours d'exercice	887 682			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				983
Créances				7 854
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	12 344		12 344	82
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	12 344		12 344	8 919

Rubriques	Montant
Clients - produits non encore facturés	5 347 683
R.R.R à obtenir	3 693 660
TOTAL	9 041 344

Rubriques	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	8 381 644
R.R.R à accorder	1 282 677
Dettes sociales - personnel	14 824 617
Dettes sociales - charges sociales	6 737 477
Dettes fiscales	27 909
TOTAL	31 254 325

Charges et produits constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Montant
Marchandises		2 891
Autres charges de personnel		25 066
Assurances		31 725
Locations immobilières		361 293
Maintenance informatique		187 641
Signing bonus		297 058
Garantie PGE		2 624 760
Oeuvres sociales		13 302
TOTAL		3 543 735

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Montant
TOTAL		

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	233 867			224
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	131 155	
Autres variations		
Résultat de l'exercice	8 743 771	
	SOLDE	8 874 926
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		32 310 201

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Ventes de marchandises	390	139	529	43 291	-98,78 %
Ventes de biens	17 217 083	123 549 032	140 766 115	159 397 878	-11,69 %
Prestations de services	42 580 252	92 373 813	134 954 064	164 951 488	-18,19 %
TOTAL	59 797 725	215 922 983	275 720 709	324 392 658	-15,00 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Indemnités assurances	99 411	7911
Autres charges d'exploitation	7 437	79101
TOTAL	106 848	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Amendes et pénalités	17 979	6712200000
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	25 375	6752000000
Autres charges exceptionnelles	326	6788000000
TOTAL	43 680	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits sur cessions d'immobilisations corporelles	25 485	7752000000
Reprises des amortissements dérogatoires	131 155	7852500000
TOTAL	156 640	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-11 614 658	-2 757 927	-8 856 731
Résultat exceptionnel à court terme	-18 305		-18 305
Résultat exceptionnel à long terme	131 265		131 265
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-11 501 698	-2 757 927	-8 743 771

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Marchandises	868	607xxx0009
Matières	-161 280	601xxx0009
Achats frais généraux	-12 310	60xxxx0009
Services extérieurs	-2 830	61xxxx0009
Autres services extérieurs	-68 905	62xxxx0009
Impôts et taxes	50 355	63xxxx0009
Charges de personnel	84 846	64xxxx0009
Autres charges d'exploitation	103 871	65xxxx0009
TOTAL	-5 384	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits divers sur opération de gestion	20 051	758xxxxx9
TOTAL	20 051	

Engagements financiers et autres informations

	Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Les salariés de la société perçoivent une Indemnité de Fin de Carrière lors de leur départ en retraite. Le montant de cette indemnité dépend des conventions et accords d'entreprise en vigueur.

Ces régimes sont partiellement financés par des contrats d'assurance.

La société a appliqué la méthode préférentielle, qui consiste à provisionner l'intégralité des engagements retraite et assimilés. La méthode de reconnaissance des pertes et gains actuariels retenue est celle du « corridor » conduisant à amortir par résultat sur la durée résiduelle moyenne probable de vie active les montants qui dépassent 10% de la valeur des engagements.

L'évaluation actuarielle de cet engagement a été effectuée par un actuair indépendant selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite sur la base du salaire de fin de carrière.

Les principales hypothèses économiques de calcul sont les suivantes :

	31/12/2023	31/12/2022
Taux d'actualisation :	3,25%	3,75%
Taux d'inflation :	2,50%	2,50%
Taux de progression des salaires :	2,50%	2,50%
Taux de rendement attendu des actifs :	3,25%	3,75%
Taux de charges sociales patronales :	entre 29 et 45%	entre 29 et 45%
Table de mortalité :	INSEE 2017-2019 par sexe	INSEE 2016-2018 par sexe
Taux de mobilité :	Variable par catégorie et par tranche d'âge. 2,20% en moyenne par an pour le Groupe Servair.	
Age normal de départ en retraite :	Variable de 60 à 67 ans selon la catégorie et l'année de naissance.	

L'engagement et la provision de l'exercice sont les suivants (en euros) :

Engagement à la clôture de l'exercice	21 144 300
Valeur des fonds à la clôture de l'exercice	-2 945 610
(Insuffisance) / surplus	18 198 690
(Pertes) et gains actuariels non comptabilisés	-3 266 059
Coûts des services passés non comptabilisés	-4 888 176
Provisions comptabilisées	10 044 455
<i>Dont médaille du travail</i>	113 121

Les variations des engagements, et de la provision sur l'exercice sont les suivantes (en euros) :

Valeur des engagements de début d'année	14 545 963
Coût des services	5 693 842
Coût financier	513 397
Transfert	0
Réduction / Cessation	-540 087
Prestations versées	620 004
(Gains) et pertes actuariels	1 551 189
<i>Dont expérience</i>	591 127
<i>Dont changements d'hypothèses</i>	960 063
Valeur des engagements à la clôture de l'exercice	21 144 300
Provision à l'ouverture de l'exercice	10 172 975
Transfert	0
Charge de l'exercice	646 111
Prestations payées par l'employeur	-620 004
Cotisation versées à l'assureur	154 628
Provision à la clôture de l'exercice	10 044 455

La variation des actifs d'assurances sur l'exercice est la suivante :

Valeur des actifs d'assurance à l'ouverture	2 792 398
Rendement réel des actifs	-1 416
Cotisations de l'employeur	154 628
Prestations remboursées à l'employeur	0
Valeur des actifs d'assurance à la clôture	2 945 610

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires	
Subventions d'investissement	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Participation des salariés	
Organic	415 800
Congés payés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provision pour dépréciation des titres & autres immobilisations	67 614 531
Provision pour dépréciation de l'actif circulant	9 500
Provision pour retraite	9 931 334
Autres provisions pour risques & charges	300 000
Ecart de change latent	12 344
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	78 283 508
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(78 283 508)

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables du Groupe d'Intégration Fiscale	
Moins-values à long terme du Groupe d'intégration Fiscale	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

L'application de la convention d'intégration fiscale du groupe SERVAIR, respectant le principe de neutralité en matière d'impôt sur les sociétés, a les conséquences suivantes :

Rubriques	Comme si la société était imposée séparément	La société, membre du groupe d'intégration fiscale
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Imputation des déficits	0	0
Résultat fiscal après imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Déficits reportables	110 478 285	0
Impôt dû	77 103	77 103

Le montant d'impôts sur les sociétés de 2 757 927€ créditeur figurant dans la rubrique impôts sur les bénéfices du compte de résultat correspond pour 339 676€ à l'impôt du groupe fiscal, pour 77 103€ aux retenues à la source, pour 3 104 313€ au produit d'intégration fiscale et pour 70 393€ aux crédits d'impôts.

Page 35/38

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
gategroup Holding 20 Sägereistrasse 8152 Glattbrugg SUISSE Capital en CHF	SA	135 418 036	65,00 %

Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous- groupe

Conformément à l'article L.233-17 du Code de commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe,

Notamment :

- aucun actionnaire représentant au moins 1/10 du capital n'est opposé à cette exemption,
- les comptes individuels de la société Servair ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle et sur lesquelles elle exerce une influence notable sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de l'ensemble plus grand,
- les comptes consolidés de l'ensemble plus grand sont ceux du groupe Suisse gategroup ; ils sont établis en conformité avec la 7ème directive européenne, certifiés, traduits en langue française et mis à la disposition des actionnaires de la société en même temps que les comptes individuels avant l'assemblée générale,
- l'annexe sociale de Servair S.A. est complétée des informations d'importance significative concernant la situation patrimoniale et financière ainsi que le résultat de l'ensemble constitué par le sous-groupe (chiffre d'affaires, résultat, actif immobilisé, capitaux propres, effectifs,...). Ces éléments sont repris dans le tableau ci-après.

En millions de CHF	2023
Immobilisations nettes	370,5
Chiffre d'Affaires	768,1
Résultat net comptable	4,9
Capitaux propres	245,9
Effectifs (EQTP)	8 987

Les données consolidées ci-dessus ressortent de la consolidation du périmètre du sous-groupe Servair apprécié aux bornes du groupe gategroup et elles incluent les retraitements IFRS effectués à ce palier et notamment les écritures liées à l'acquisition du sous-groupe.

Informations Financières			Capitaux propres	Quote-part et capital	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances	Montants des cautions	Résultats bénéfice	Dividendes	Chiffre d'Affaires en €
	Date de clôture	Capital en €	autre que le capital avant affectation du résultat en €	détenus en %	Brute en €	Nette en €	consentis par la sté et non encore remboursés en €	et avals donnés par la sté en €	ou perte du dernier exercice clos en €	encaissés par la sté au cours de l'exercice en €	

FILIALES (plus de 50%)

Filiales françaises

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Aena *	31 décembre	37 500	-8 405 506	100,00%	31 239 588			1 226 206	-6 005 432		74 445 798
Lyon Air Traiteur *	31 décembre	455 000	-2 327 125	100,00%	5 678 000			3 042 537	-656 672		2 299 677
Martinique Catering *	31 décembre	50 000	1 660 410	98,00%	3 266 360	3 266 360		20 000	1 391 796	980 000	8 998 269
Orly Air Traiteur *	31 décembre	8 934 190	-16 580 519	99,95%	29 953 260			6 860 500	-842 046		64 860 314
Paris Air Catering *	31 décembre	100 005	-16 169 780	99,99%	17 396 189	17 396 189		72 600	6 197 386		194 253 291
Passerelle CDG *	31 décembre	40 000	-542 117	99,80%	20 400			300 000	-21 087		39 187
Réunion Catering	31 décembre	197 576	76 613	100,00%	202 476	202 476	161 436		-136 970		18 203 853
Servair Formation *	31 décembre	108 000	981 025	100,00%	500 001	500 001			810 638		4 175 672
SIA *	31 décembre	25 000 000	-9 343 095	100,00%	36 830 044	36 830 044	23 700 874		9 115 147		8 544 160
Sogri *	31 décembre	225 000	2 361 769	97,00%	1 682 154	1 682 154		30 000	237 475	485 000	6 692 210
Sori *	31 décembre	50 000	3 094 391	50,04%	19 026	19 026		434 482	160 938	500 400	11 359 349

b) Autres

Afrique catering *	31 décembre	450 000	1 523 364	51,00%	230 658	230 658			303 978		648 240
Dutyfly Solution *	31 décembre	NC	NC	50,00%	20 000				NC		NC
Servcenter (GIE) *	31 décembre	NA	-132	NA	NA	NA			0		6 194 513
Servlogistic (GIE) *	31 décembre	NA	0	NA	NA	NA			0		3 018 271
SVRLS@LA REUNION *	31 décembre	150 000	952 236	50%	75 300	75 300		1 813 500	1 539 900	652 600	27 614 840

Filiales étrangères

a) Commissariat aérien

Dakar Catering *	31 décembre	1 143 411	1 583 401	65,12%	2 512 259	2 512 259	1 193 118		1 269 057	1 094 444	16 378 096
Servair Burkina Faso *	31 décembre	15 245	959 391	87,10%	192 226	0			241 152	318 681	3 822 588
Servair Gabon *	31 décembre	381 137	-361 853	55,00%	533 482	533 482			388 211		4 915 415
Skychef *	31 décembre	21 054	3 895 893	55,00%	4 982 947	4 982 947			780 865	62 680	11 596 483

b) Autres

Servair Sats H.C. *	31 décembre	NC	NC	51,00%	319 450	319 450			NC		NC
---------------------	-------------	----	----	--------	---------	---------	--	--	----	--	----

PARTICIPATIONS (10 à 50%)

Participations étrangères

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Mali Catering *	31 décembre	533 592	382 745	43,52%	232 210	0			102 127	278 654	2 285 914
Guangzhou Nanland Air Catering *	31 décembre	NC	NC	12,50%	7 612 500	7 612 500			NC		NC

AUTRES (- de 10%)

Cotonou Catering *	31 décembre	NC	NC	0,01%	30	30			NC		NC
--------------------	-------------	----	----	-------	----	----	--	--	----	--	----

(*) chiffres provisoires non arrêtés

NC : Non Communiqué

NA : Non Applicable

**COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS
SERVAIR**

Société anonyme au capital de 52.386.208 €
Siège social : Roissypole Est, Bâtiment Altaï
10/14 rue de Rome
B.P. 19701 - 95726 ROISSY C.D.G. CEDEX

722 000 395 R.C.S. BOBIGNY
SIRET 722 000 395 00144

* * * * *

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2024

EXTRAIT

L'an deux mil vingt-quatre, le vendredi 28 juin à 10h00 heures, les actionnaires de la Compagnie d'Exploitation des Services Auxiliaires Aériens – SERVAIR – société anonyme au capital de 52.386.208 euros, se sont réunis en Assemblée générale ordinaire, au siège social de la société sis Immeuble Altaï, 4^{ème} étage, Roissypole Est, 10/14 rue de Rome BP 19701 – 95726 ROISSY CDG CEDEX, sur la convocation qui leur a été faite par le Conseil d'administration, par lettre adressée à chaque actionnaire, en application des dispositions de l'article R225-67 du code de commerce.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée, lors de son entrée dans la salle de réunion, par l'actionnaire présent.

Monsieur Frédéric GAGEY, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée par application des dispositions de l'article R225-100 du code de commerce.

La société Air France Finance, représentée par Monsieur Bruno LECERF, et la société Gate Gourmet Luxembourg IV, représentée par Madame Anne Sabine ZOLLER, actionnaires, présents et acceptants, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Sébastien BURNIER, Directeur général, assiste à la réunion.

Monsieur Bertrand DOBOSZ est désigné comme Secrétaire par le Président et les scrutateurs.

Le cabinet Ernest Ernst & Young Audit, Commissaire aux Comptes est excusé.

Le bureau ainsi constitué, le Président déclare la séance ouverte.

[***]

En l'absence de commentaires, le Président a mis successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, du rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve lesdits rapports, ainsi que le bilan, le compte de résultat arrêtés à la même date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire constate que le résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 s'élève à -8.743.770,65 euros.

L'Assemblée générale ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un déficit de -8.743.770,65 euros, augmenté du report à nouveau antérieur de -66.826.224,17 euros, en report à nouveau.

Le compte report à nouveau s'élève à -75.569.994,82 euros, après affectation.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices clos le 31 décembre 2020, le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, approuvent les opérations visées dans ledit rapport.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal de la présente Assemblée, pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité et autres

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Sébastien BURNIER
Directeur général

Signé par :

73AC7CD0762A436...

Pour copie certifiée conforme
Sébastien BURNIER
Directeur général

Signé par :

73AC7CD9762A436...

SERVAIR

EXERCICE CLOS

LE 31 DECEMBRE 2023

COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS - SERV AIR

Société anonyme au capital de 52.386.208 €
Siège social : Roissypole Est Bâtiment Altaï
10/14 rue de Rome
95726 ROISSY C.D.G. CEDEX
722 000 395 R.C.S. BOBIGNY
SIRET 722 000 395 00144
APE 5629 A

* * * * *

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2024

ORDRE DU JOUR

1. Rapport de gestion du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire : arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et du bilan ;
2. Rapport général du Commissaire aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
3. Rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce ;
4. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
5. Affectation du résultat ;
6. Pouvoirs pour les formalités.

COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS – SERV AIR

Société anonyme au capital de 52.386.208 €
Siège social : Roissypole Est Bâtiment Altaï
10/14 rue de Rome
95726 ROISSY C.D.G. CEDEX

722 000 395 R.C.S. BOBIGNY
SIRET 722 000 395 00144
APE 5629 A

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2023)

Président du Conseil d'administration : Monsieur Michel EMEYRIAT ;

Directeur général : Monsieur Alexis FRANTZ

Administrateurs élus par les actionnaires

Madame Laura CLAVARI ;

Madame Jeanette HRON ;

Madame Catherine VILLAR ;

Madame Anne-Sabine ZOLLER ;

Monsieur Frédéric GAGEY ;

Monsieur Christoph SCHMITZ ;

Monsieur Urs SCHWENDINGER ;

AIR FRANCE FINANCE, représentant permanent : Monsieur Bruno LECERF ;

Administrateurs élus par les salariés

Monsieur Laurent DAUNAT ;

Représentant du Comité Central d'Entreprise

Monsieur Jean-François PERONI ;

Commissaire aux Comptes

Ernst & Young Audit.

COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS - SERV AIR

REPARTITION DU CAPITAL

(au 31 décembre 2023)

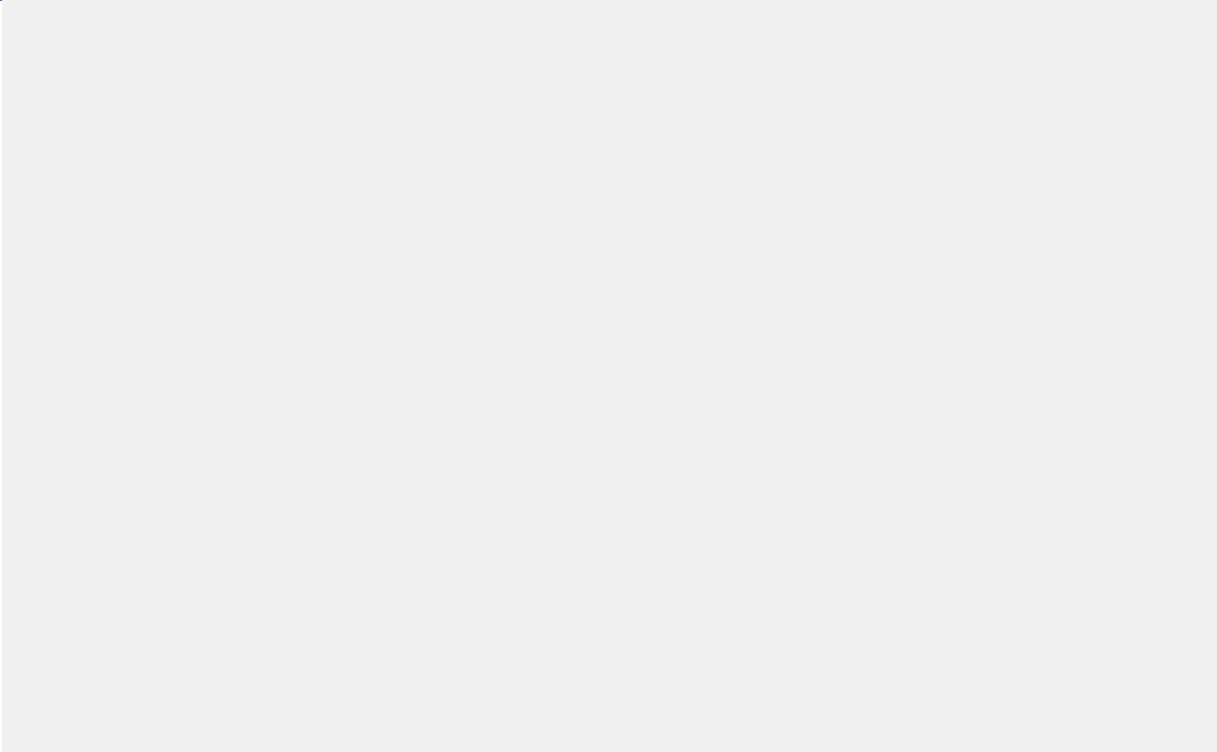
Capital de 52.386.208 € réparti en 233.867 actions de 224 €

Air France Finance	81,856	35 %
Gate Gourmet Luxembourg IV s.a.r.l.	152,011	65 %
TOTAL	233.867	100%

SERVAIR

**10/14 RUE DE ROME
TREMBLAY EN FRANCE
95726 ROISSY CDG CEDEX**

Comptes au 31/12/2023



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexe

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques de l'exercice	11
Informations complémentaires	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Annexe au tableau des provisions	16
Etat des stocks	17
Créances et dettes	18
Ecart de conversion sur créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatées d'avance	22
Composition du capital social	23
Variation des capitaux propres	24
Ventilation du chiffre d'affaires	25
Transfert de charges	26
Charges et produits exceptionnels	27
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	28
Charges et produits sur exercices antérieurs	29

Engagements financiers et autres informations

Engagements de crédit-bail	N/A *
Engagements financiers donnés et reçus	31
Engagement en matière de retraite	32
Situation fiscale différée et latente	33
Intégration fiscale	34
Effectif moyen	35
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	36
Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous-groupe	37
Liste des filiales et participations	38

* : N/A Non applicable

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	26 208 106	24 187 951	2 020 155	2 344 095
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	15 043		15 043	771 206
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 974 833	23 162 238	812 595	1 083 826
Installations techniques, matériel, outillage	14 909 644	13 387 597	1 522 047	1 170 464
Autres immobilisations corporelles	44 707 496	42 872 225	1 835 271	1 715 279
Immobilisations en cours	1 583 611		1 583 611	364 291
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	143 498 558	67 335 684	76 162 874	76 587 310
Créances rattachées à des participations	26 626 291	278 846	26 347 445	4 771 327
Autres titres immobilisés				
Prêts	985 382		985 382	1 038 284
Autres immobilisations financières	340 639		340 639	340 639
ACTIF IMMOBILISE	282 849 603	171 224 542	111 625 061	90 186 722
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	844 471		844 471	660 878
En-cours de production de biens	19 804		19 804	31 350
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	45 677		45 677	44 759
Marchandises	281 644		281 644	498 004
Avances et acomptes versés sur commandes	100 000		100 000	100 000
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	69 776 829	4 703 183	65 073 646	42 308 123
Autres créances	41 864 479	6 889 091	34 975 388	47 150 174
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	66 910 083		66 910 083	84 140 889
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 543 825		3 543 825	2 974 504
ACTIF CIRCULANT	183 386 812	11 592 274	171 794 538	177 908 682
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	12 344		12 344	921
TOTAL GENERAL	466 248 759	182 816 816	283 431 943	268 096 325

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 52 386 208)	52 386 208	52 386 208
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 703 170	14 703 170
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 238 621	5 238 621
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	23 400	23 400
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	35 510 303	35 510 303
Report à nouveau	-66 826 224	-53 006 718
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-8 743 771	-13 819 506
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	18 495	149 650
CAPITAUX PROPRES	32 310 201	41 185 127
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	24 792 767	17 404 208
Provisions pour charges	10 044 455	10 172 974
PROVISIONS	34 837 222	27 577 182
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	89 685 152	89 098 205
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	45 068 571	35 158 275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	29 538 914
Dettes fiscales et sociales	40 276 687	41 115 605
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	6 415
Autres dettes	2 767 445	4 364 664
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	216 275 601	199 282 078
Ecart de conversion passif	8 919	51 939
TOTAL GENERAL	283 431 943	268 096 325

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	390	139	529	43 291
Production vendue de biens	17 217 083	123 549 032	140 766 115	159 397 878
Production vendue de services	42 580 252	92 373 813	134 954 064	165 951 488
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	59 797 725	215 922 983	275 720 709	325 392 658
Production stockée				
Production immobilisée				24 200
Subventions d'exploitation			15 333	101 334
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 269 729	2 441 444
Autres produits			6 544 607	5 248 410
PRODUITS D'EXPLOITATION			286 550 378	333 208 045
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			30 850 119	24 863 154
Variation de stock (marchandises)			216 415	295 912
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			57 158 649	60 806 800
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-23 019	-87 199
Autres achats et charges externes			65 909 307	124 693 396
Impôts, taxes et versements assimilés			3 850 499	4 086 099
Salaires et traitements			83 516 398	79 777 700
Charges sociales			39 433 166	34 728 852
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			2 269 552	4 338 615
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 841 186	1 494 931
Dotations aux provisions			1 426 645	3 263 057
Autres charges			2 253 361	5 635 142
CHARGES D'EXPLOITATION			288 702 278	343 896 459
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 151 900	-10 688 414
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			4 372 460	3 255 377
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			315 692	137 232
Autres intérêts et produits assimilés			938 050	173 391
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 786 908	5 184 247
Différences positives de change			86 457	29 785
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 499 567	8 780 032
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			10 426 653	12 814 073
Intérêts et charges assimilées			6 421 965	2 463 815
Différences négatives de change			113 707	105 147
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 962 325	15 383 035
RESULTAT FINANCIER			-9 462 758	-6 603 003
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-11 614 658	-17 291 417

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		30 639
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 485	1 791 422
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	131 155	4 723 058
PRODUITS EXCEPTIONNELS	156 640	6 545 119
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 979	3 207 470
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 701	1 790 849
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		23 961
CHARGES EXCEPTIONNELLES	43 680	5 022 280
RESULTAT EXCEPTIONNEL	112 960	1 522 838
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 757 927	-1 949 073
TOTAL DES PRODUITS	294 206 585	348 533 196
TOTAL DES CHARGES	302 950 356	362 352 702
BENEFICE OU PERTE	-8 743 771	-13 819 506

Annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice sont établis en application du plan comptable général annexé aux règlements ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles sont constituées principalement de logiciels acquis.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les logiciels acquis sont amortis selon le mode linéaire, sur une durée d'utilisation, estimée entre 3 et 5 ans suivant leur nature.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les dépenses de recherche et de développement sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en mode linéaire suivant la durée de vie prévue.

Les durées les plus courantes sont les suivantes :

Constructions	10 à 25 ans
Installations techniques, mat.outillage	5 à 10 ans
Install. générales agencés, aménagés	10 ans
Matériel de transport Poids Lourds	10 ans
Matériel de transport, autres	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Les amortissements dérogatoires correspondent à la différence entre la durée de vie économique et la durée de vie fiscale de certains matériels de transport, ainsi qu'au recours au mode dégressif.

Les bâtiments sont construits sur des terrains bénéficiant de concessions du domaine public qui prévoient qu'en fin de concessions ceux-ci reviennent à l'Etat. En conséquence dans le cadre du règlement CRC 2002-10 il a été retenu une durée d'amortissement équivalente aux durées de concessions.

Les immobilisations corporelles font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur

d'utilité apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre d'hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition qui correspond au coût d'achat majoré des coûts directement attribuables. Une provision pour dépréciation est constituée dès que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette éventuellement réévaluée et des perspectives de rentabilité.

Des provisions complémentaires sont enregistrées dès lors qu'il existe des risques de non recouvrement de prêts ou de créances sur les filiales.
Les autres immobilisations financières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de remboursement.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, ces perspectives de rentabilité ont été déterminées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.
Elles sont principalement constituées de provisions pour engagement de retraite et obligations similaires et de provisions pour litiges sociaux.

STOCKS

Les stocks sont évalués :

- pour les vivres, biens d'économat et autres produits acquis à titre onéreux, par application de la méthode du coût moyen pondéré.
- pour les en-cours et les produits finis, au coût de production sans incorporation de charges financières.

Des provisions pour dépréciation des stocks et en-cours sont enregistrées lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition ou de production.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque leur recouvrement risque d'être compromis en tout ou partie.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que la prestation a été réalisée.
Il est principalement constitué de la production et de la vente de plateaux repas et des prestations

de mise à bord.

Les autres produits d'exploitation sont essentiellement constitués de redevances de marque. Elles sont reconnues sur la base des dispositions contractuelles.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Servair ne possède pas de valeurs mobilières de placement.

OPERATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de leur réalisation.

Les dettes et créances en devises inscrites au bilan sont converties et comptabilisées au dernier cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les éventuelles différences de conversion sont inscrites au bilan. Une provision pour risque est constituée pour couvrir les éventuelles pertes latentes.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Une perte ou un gain de change est constaté selon le cas.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables françaises, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction de la société, elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titres des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations repose sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les hypothèses sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers de cet exercice ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

Les principales estimations significatives faites par la Direction de la société portent notamment sur les titres de participations, les dépréciations, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraite.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

PROTOCOLE PAIEMENT CHARGES SOCIALES

Fin Décembre 2021, un protocole a été signé sous l'égide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) au niveau Groupe sur un moratoire de paiement de charges sociales. Un échéancier a été validé pour le paiement étalé sur une durée de 3 ans. Au 31 décembre 2023 il reste un solde de 5 841 797,27€.

CONTRAT DE PRET AVEC SIA

Un contrat de prêt interco avec SIA, remboursable sur 6 ans, a été signé dans le cadre du financement des filiales de restauration rapide en Afrique en contrepartie du compte courant déjà existant auparavant.

LITIGES ET PROCES EN COURS

La société Servair est concernée par plusieurs litiges judiciaires dans le cadre de la marche ordinaire de ses affaires.

Il n'existe aucun litige significatif qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires à la date de clôture.

INTEGRATION FISCALE

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

MALI & BUKINA FASO

L'incertitude sur les performances futures des filiales MALI CATERING et SERVAIR BURKINA FASO liée à la conjoncture locale actuelle, notamment l'annonce provisoire de l'arrêt de desserte de ces pays par Air France, a engendré la dépréciation des titres de participation et des créances détenues sur ces sociétés à la clôture de l'exercice 2023.

LYON AIR TRAITEUR

Au cours du mois de Février 2024, la cessation de l'activité de la filiale LYON AIR TRAITEUR a été annoncée. L'impact de cette fermeture sur les comptes de Servair SA a été estimé au mieux à la clôture des comptes 2023.

PRET A OAT

Le 01 mars 2024, SERVAIR S.A. a signé un contrat de prêt avec Orly Air Traiteur à hauteur de 3,5M d'euros. Ce prêt remboursable à horizon 2026 a été réalisé dans le cadre de la révision de son financement en convertissant une partie de son compte courant en prêt avec sa filiale.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 223 599		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	6 693 972		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	22 123 329		17 192
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 227 425		682 219
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	13 233 007		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	30 758 283		716 206
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	364 291		1 565 763
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	87 400 307		2 981 379
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	148 269 885		25 717 581
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 378 923		317 983
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	149 648 809		26 035 564
TOTAL GENERAL	263 272 715		29 016 943

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		450	26 223 149	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui		1 389 258	5 304 714	
Constructions, installations générales, agenc.		3 470 402	18 670 119	
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 909 644	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			13 233 007	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			31 474 489	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	309 701	36 742	1 583 611	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	309 701	4 896 402	85 175 584	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 862 616	170 124 850	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		370 885	1 326 021	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 233 501	171 450 871	
TOTAL GENERAL	309 701	9 130 353	282 849 603	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 040 721	1 079 654		24 120 374
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 040 721	1 079 654		24 120 374
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	6 624 232		1 389 258	5 234 974
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	21 109 243	263 047	3 445 027	17 927 264
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 056 961	330 636		13 387 597
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	13 056 406	141 426		13 197 833
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 219 605	454 788		29 674 393
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	83 066 447	1 189 898	4 834 285	79 422 060
TOTAL GENERAL	106 107 168	2 269 552	4 834 285	103 542 434

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.				131 155			-131 155
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.				131 155			-131 155
Acquis. titre							
TOTAL				131 155			-131 155

Charges réparties sur plusieurs exercices

	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	149 650		131 155	18 495
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	149 650		131 155	18 495
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	921	11 423		12 344
Provisions pour pensions, obligations similaires	10 172 974		128 519	10 044 455
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	27 577 182	10 888 516	3 628 475	34 837 222
Dépréciations immobilisations incorporelles	67 577			67 577
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	66 911 248	424 436		67 335 684
Dépréciations autres immobilis. financières		278 846		278 846
Dépréciations stocks et en cours	150 000		150 000	
Dépréciations comptes clients	4 260 925	1 809 432	1 367 174	4 703 183
Autres dépréciations	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091
DEPRECIATIONS	78 789 726	2 805 969	2 321 314	79 274 381
TOTAL GENERAL	106 516 558	13 694 485	6 080 944	114 130 098
Dotations et reprises d'exploitation		3 267 831	4 162 881	
Dotations et reprises financières		10 426 653	1 786 908	
Dotations et reprises exceptionnelles			131 155	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Risques filiales	12 540 280	9 450 448	1 000 000	20 990 728
Risques sociaux	2 198 304	1 426 645	864 087	2 760 861
Chocs avions et litiges commerciaux	551 582		531 582	20 000
Crédit impôts mécénat	185 551		185 551	
DGCCRF - contrôle en cours	300 000			300 000
Risques divers	1 627 570		918 736	708 834
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
Dividendes à recevoir Burkina faso		278 846		278 846
Provisions sur autres immobilisations financières		278 846		278 846
Comité d'entreprise Servair 1	63 181		17 231	45 950
Comptes courants filiales	7 336 795	261 500	786 908	6 811 387
Créance activité partielle		31 754		31 754
Autres provisions pour dépréciation	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091

Rubriques	Début d'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Matières premières	589 483	52 593	642 075
Consommables	131 917	-14 568	117 349
Fournitures diverses	89 479	-4 431	85 047
Matières premières et approv.	810 878	33 593	844 471
Produits en cours	31 350	-11 546	19 804
En-cours de production	31 350	-11 546	19 804
Produits finis	44 759	917	45 677
Produits finis	44 759	917	45 677
DFS	14 496	-281	14 215
Buy on bord	483 508	-216 079	267 429
Marchandises	498 004	-216 360	281 644
TOTAL GENERAL	1 384 992	-193 396	1 191 596

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	26 626 291	6 585 702	20 040 589
Prêts	985 382	381 466	603 916
Autres immobilisations financières	340 639		340 639
Clients douteux ou litigieux	4 720 544	4 720 544	
Autres créances clients	65 056 284	65 056 284	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	487 222	487 222	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	50	50	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 461 030	1 461 030	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	599 885	599 885	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	496 766	496 766	
Etat, autres collectivités : créances diverses	31 754	31 754	
Groupe et associés	34 259 863	34 259 863	
Débiteurs divers	4 527 910	4 527 910	
Charges constatées d'avance	3 543 825	3 543 825	
TOTAL GENERAL	143 137 445	122 152 301	20 985 144
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	317 983		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	370 885		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 192	2 192		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	89 682 960	3 682 960	86 000 000	
Emprunts et dettes financières divers	45 068 571	44 939 821		128 750
Fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	38 224 590		
Personnel et comptes rattachés	14 918 171	14 918 171		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 341 876	21 341 876		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 848 082	2 848 082		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 168 558	1 168 558		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	253 157		
Groupe et associés	1 049 730	1 049 730		
Autres dettes	1 717 715	1 717 715		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	216 275 601	130 146 851	86 000 000	128 750
Emprunts souscrits en cours d'exercice	887 682			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Ecart de conversion sur créances et dettes

Déclaration au 31/12/2023

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				983
Créances				7 854
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	12 344		12 344	82
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	12 344		12 344	8 919

Rubriques	Montant
Clients - produits non encore facturés	5 347 683
R.R.R à obtenir	3 693 660
TOTAL	9 041 344

Rubriques	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	8 381 644
R.R.R à accorder	1 282 677
Dettes sociales - personnel	14 824 617
Dettes sociales - charges sociales	6 737 477
Dettes fiscales	27 909
TOTAL	31 254 325

Charges et produits constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Montant
Marchandises	2 891
Autres charges de personnel	25 066
Assurances	31 725
Locations immobilières	361 293
Maintenance informatique	187 641
Signing bonus	297 058
Garantie PGE	2 624 760
Oeuvres sociales	13 302
TOTAL	3 543 735

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Montant
TOTAL	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	233 867			224
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	131 155	
Autres variations		
Résultat de l'exercice	8 743 771	
	SOLDE	8 874 926
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		32 310 201

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-11 614 658	-2 757 927	-8 856 731
Résultat exceptionnel à court terme	-18 305		-18 305
Résultat exceptionnel à long terme	131 265		131 265
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-11 501 698	-2 757 927	-8 743 771

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits divers sur opération de gestion	20 051	758xxxxx9
TOTAL	20 051	

Engagements financiers et autres informations

	Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Les salariés de la société perçoivent une Indemnité de Fin de Carrière lors de leur départ en retraite. Le montant de cette indemnité dépend des conventions et accords d'entreprise en vigueur.

Ces régimes sont partiellement financés par des contrats d'assurance.

La société a appliqué la méthode préférentielle, qui consiste à provisionner l'intégralité des engagements retraite et assimilés. La méthode de reconnaissance des pertes et gains actuariels retenue est celle du « corridor » conduisant à amortir par résultat sur la durée résiduelle moyenne probable de vie active les montants qui dépassent 10% de la valeur des engagements.

L'évaluation actuarielle de cet engagement a été effectuée par un actuair indépendant selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite sur la base du salaire de fin de carrière.

Les principales hypothèses économiques de calcul sont les suivantes :

	31/12/2023	31/12/2022
Taux d'actualisation :	3,25%	3,75%
Taux d'inflation :	2,50%	2,50%
Taux de progression des salaires :	2,50%	2,50%
Taux de rendement attendu des actifs :	3,25%	3,75%
Taux de charges sociales patronales :	entre 29 et 45%	entre 29 et 45%
Table de mortalité :	INSEE 2017-2019 par sexe	INSEE 2016-2018 par sexe
Taux de mobilité :	Variable par catégorie et par tranche d'âge. 2,20% en moyenne par an pour le Groupe Servair.	
Age normal de départ en retraite :	Variable de 60 à 67 ans selon la catégorie et l'année de naissance.	

L'engagement et la provision de l'exercice sont les suivants (en euros) :

Engagement à la clôture de l'exercice	21 144 300
Valeur des fonds à la clôture de l'exercice	-2 945 610
(Insuffisance) / surplus	18 198 690
(Pertes) et gains actuariels non comptabilisés	-3 266 059
Coûts des services passés non comptabilisés	-4 888 176
Provisions comptabilisées	10 044 455
<i>Dont médaille du travail</i>	113 121

Les variations des engagements, et de la provision sur l'exercice sont les suivantes (en euros) :

Valeur des engagements de début d'année	14 545 963
Coût des services	5 693 842
Coût financier	513 397
Transfert	0
Réduction / Cessation	-540 087
Prestations versées	620 004
(Gains) et pertes actuariels	1 551 189
<i>Dont expérience</i>	591 127
<i>Dont changements d'hypothèses</i>	960 063
Valeur des engagements à la clôture de l'exercice	21 144 300

Provision à l'ouverture de l'exercice	10 172 975
Transfert	0
Charge de l'exercice	646 111
Prestations payées par l'employeur	-620 004
Cotisation versées à l'assureur	154 628
Provision à la clôture de l'exercice	10 044 455

La variation des actifs d'assurances sur l'exercice est la suivante :

Valeur des actifs d'assurance à l'ouverture	2 792 398
Rendement réel des actifs	-1 416
Cotisations de l'employeur	154 628
Prestations remboursées à l'employeur	0

Rubriques	Montant
<i>IMPOT DU SUR :</i> Provisions réglementaires Subventions d'investissement Charges à répartir sur plusieurs exercices	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
<i>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</i> Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Participation des salariés Organic Congés payés Autres	 415 800
A déduire ultérieurement : Provision pour dépréciation des titres & autres immobilisations Provision pour dépréciation de l'actif circulant Provision pour retraite Autres provisions pour risques & charges Ecart de change latent Autres	 67 614 531 9 500 9 931 334 300 000 12 344
TOTAL ALLEGEMENTS	78 283 508
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(78 283 508)

<i>IMPOT DU SUR :</i> Plus-values différées	
<i>CREDIT A IMPUTER SUR :</i> Déficits reportables du Groupe d'Intégration Fiscale Moins-values à long terme du Groupe d'intégration Fiscale	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

L'application de la convention d'intégration fiscale du groupe SERVAIR, respectant le principe de neutralité en matière d'impôt sur les sociétés, a les conséquences suivantes :

Rubriques	Comme si la société était imposée séparément	La société, membre du groupe d'intégration fiscale
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Imputation des déficits	0	0
Résultat fiscal après imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Déficits reportables	110 478 285	0
Impôt dû	77 103	77 103

Le montant d'impôts sur les sociétés de 2 757 927€ créditeur figurant dans la rubrique impôts sur les bénéfices du compte de résultat correspond pour 339 676€ à l'impôt du groupe fiscal, pour 77 103€ aux retenues à la source, pour 3 104 313€ au produit d'intégration fiscale et pour 70 393€ aux crédits d'impôts.

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	280	(75)
Maîtrises	624	(44)
Employés	1 186	253
TOTAL	2 090	134

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
gategroup Holding 20 Sägereistrasse 8152 Glattbrugg SUISSE Capital en CHF	SA	135 418 036	65,00 %

Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous- groupe

Conformément à l'article L.233-17 du Code de commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe,

Notamment :

- aucun actionnaire représentant au moins 1/10 du capital n'est opposé à cette exemption,
- les comptes individuels de la société Servair ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle et sur lesquelles elle exerce une influence notable sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de l'ensemble plus grand,
- les comptes consolidés de l'ensemble plus grand sont ceux du groupe Suisse gategroup ; ils sont établis en conformité avec la 7ème directive européenne, certifiés, traduits en langue française et mis à la disposition des actionnaires de la société en même temps que les comptes individuels avant l'assemblée générale,
- l'annexe sociale de Servair S.A. est complétée des informations d'importance significative concernant la situation patrimoniale et financière ainsi que le résultat de l'ensemble constitué par le sous-groupe (chiffre d'affaires, résultat, actif immobilisé, capitaux propres, effectifs,...). Ces éléments sont repris dans le tableau ci-après.

En millions de CHF	2023
Immobilisations nettes	370,5
Chiffre d'Affaires	768,1
Résultat net comptable	4,9
Capitaux propres	245,9
Effectifs (EQTP)	8 987

Les données consolidées ci-dessus ressortent de la consolidation du périmètre du sous-groupe Servair apprécié aux bornes du groupe gategroup et elles incluent les retraitements IFRS effectués à ce palier et notamment les écritures liées à l'acquisition du sous-groupe.

Filiales et Participations	Informations Financières		Capitaux propres autre que le capital avant affectation du résultat en €	Quote-part et capital détenus en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la sté et non encore remboursés en €	Montants des cautions et avals donnés par la sté en €	Résultats bénéfice ou perte du dernier exercice clos en €	Dividendes encaissés par la sté au cours de l'exercice en €	Chiffre d'Affaires en €
	Date de clôture	Capital en €			Brute en €	Nette en €					

FILIALES (plus de 50%)

Filiales françaises

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Acna *	31 décembre	37 500	-8 405 506	100,00%	31 239 588			1 226 206	-6 005 432		74 445 798
Lyon Air Traiteur *	31 décembre	455 000	-2 327 125	100,00%	5 678 000			3 042 537	-656 672		2 299 677
Martinique Catering *	31 décembre	50 000	1 660 410	98,00%	3 266 360	3 266 360		20 000	1 391 796	980 000	8 998 269
Orly Air Traiteur *	31 décembre	8 934 190	-16 580 519	99,95%	29 953 260			6 860 500	-842 046		64 860 314
Paris Air Catering *	31 décembre	100 005	-16 169 780	99,99%	17 396 189	17 396 189		72 600	6 197 386		194 253 291
Passerelle CDG *	31 décembre	40 000	-542 117	99,80%	20 400			300 000	-21 087		39 187
Réunion Catering	31 décembre	197 576	76 613	100,00%	202 476	202 476	161 436		-136 970		18 203 853
Servair Formation *	31 décembre	108 000	981 025	100,00%	500 001	500 001			810 638		4 175 672
SIA *	31 décembre	25 000 000	-9 343 095	100,00%	36 830 044	36 830 044	23 700 874		9 115 147		8 544 160
Sogri *	31 décembre	225 000	2 361 769	97,00%	1 682 154	1 682 154		30 000	237 475	485 000	6 692 210
Sori *	31 décembre	50 000	3 094 391	50,04%	19 026	19 026		434 482	160 938	500 400	11 359 349

b) Autres

Afrique catering *	31 décembre	450 000	1 523 364	51,00%	230 658	230 658			303 978		648 240
Dutyfly Solution *	31 décembre	NC	NC	50,00%	20 000				NC		NC
Servcenter (GIE) *	31 décembre	NA	-132	NA	NA	NA			0		6 194 513
Servlogistic (GIE) *	31 décembre	NA	0	NA	NA	NA			0		3 018 271
SVRLS@LA REUNION *	31 décembre	150 000	952 236	50%	75 300	75 300		1 813 500	1 539 900	652 600	27 614 840

Filiales étrangères

a) Commissariat aérien

Dakar Catering *	31 décembre	1 143 411	1 583 401	65,12%	2 512 259	2 512 259	1 193 118		1 269 057	1 094 444	16 378 096
Servair Burkina Faso *	31 décembre	15 245	959 391	87,10%	192 226	0			241 152	318 681	3 822 588
Servair Gabon *	31 décembre	381 137	-361 853	55,00%	533 482	533 482			388 211		4 915 415
Skychef *	31 décembre	21 054	3 895 893	55,00%	4 982 947	4 982 947			780 865	62 680	11 596 483

b) Autres

Servair Sats H.C. *	31 décembre	NC	NC	51,00%	319 450	319 450			NC		NC
---------------------	-------------	----	----	--------	---------	---------	--	--	----	--	----

PARTICIPATIONS (10 à 50%)

Participations étrangères

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Mali Catering *	31 décembre	533 592	382 745	43,52%	232 210	0			102 127	278 654	2 285 914
Guangzhou Nanland Air Catering *	31 décembre	NC	NC	12,50%	7 612 500	7 612 500			NC		NC

AUTRES (- de 10%)

Cotonou Catering *	31 décembre	NC	NC	0,01%	30	30			NC		NC
--------------------	-------------	----	----	-------	----	----	--	--	----	--	----

(*) chiffres provisoires non arrêtés

NC : Non Communiqué

NA : Non Applicable

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, du rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve lesdits rapports, ainsi que le bilan, le compte de résultat arrêtés à la même date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire constate que le résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 s'élève à -8.743.770,65 euros.

L'Assemblée générale ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un déficit de -8.743.770,65 euros, augmenté du report à nouveau antérieur de -66.826.224,17 euros, en report à nouveau.

Le compte report à nouveau s'élève à -75.569.994,82 euros, après affectation.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices clos le 31 décembre 2020, le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce, approuvent les opérations visées dans ledit rapport.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal de la présente Assemblée, pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Date d'arrêté	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	52 386 208	52 386 208	52 386 208	52 386 208	52 386 208
Nombre d'actions					
- ordinaires	233 867	233 867	233 867	233 867	233 867
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	275 720 709	325 392 658	213 490 734	182 694 518	507 811 316
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-1 618 606	-6 118 587	-14 115 528	-35 575 109	19 728 851
Impôts sur les bénéfices	-2 757 927	-1 949 073	-3 381 515	22 809	-937 278
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	9 883 092	9 649 992	-14 407 823	59 359 045	3 883 319
Résultat net	-8 743 771	-13 819 506	3 673 810	-94 956 962	16 782 810
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	4,87	-17,83	-45,9	-152,21	88,37
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-37,39	-59,09	15,71	-406,03	71,76
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	2 090	2 186	2 201	2 502	2 509
Masse salariale	83 516 398	79 777 700	63 896 278	55 732 748	105 624 838
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	39 433 166	34 728 852	29 012 662	37 679 745	53 980 028



Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR)

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR)

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie d'exploitation des services auxiliaires aériens (SERVAIR) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme précisé dans la section « Participations et autres titres » de la note « Principes et Méthodes Comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition qui correspond au coût d'achat majoré des coûts directement attribuables. Une provision pour dépréciation est constituée dès que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de votre société, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 3 mai 2024

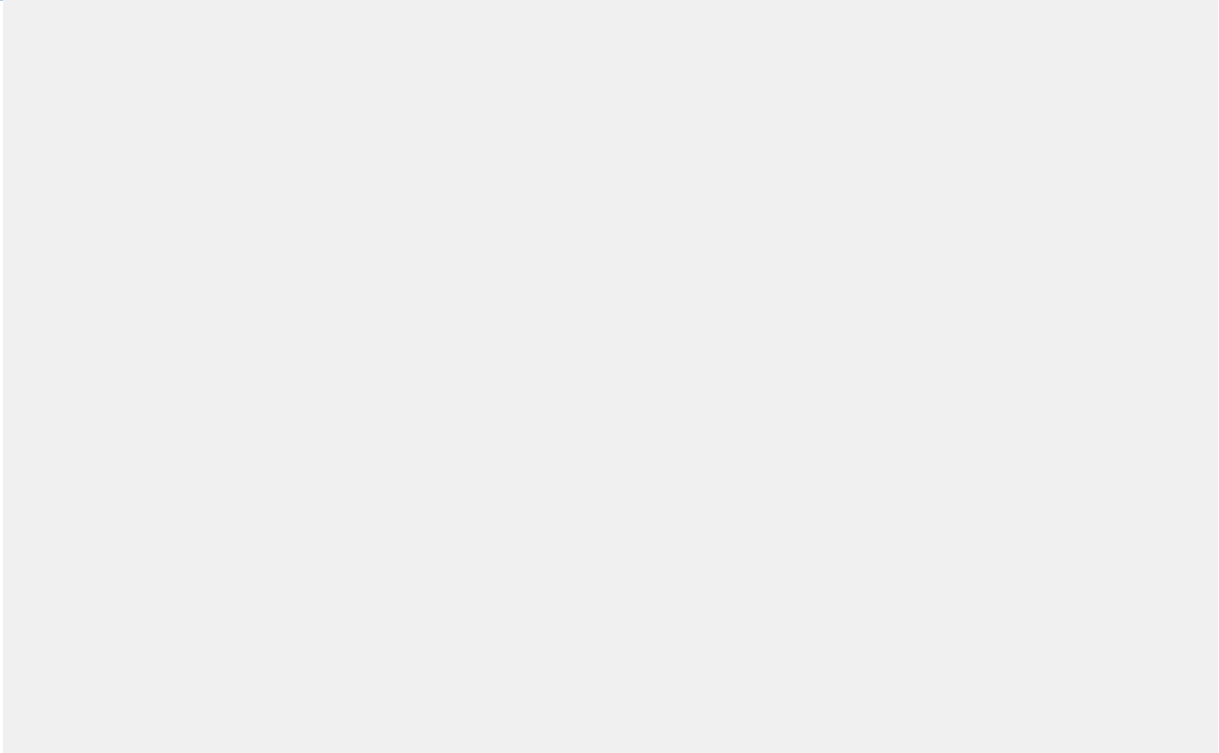
Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie Le Treut

SERVAIR

**10/14 RUE DE ROME
TREMBLAY EN FRANCE
95726 ROISSY CDG CEDEX**

Comptes au 31/12/2023



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexe

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques de l'exercice	11
Informations complémentaires	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Annexe au tableau des provisions	16
Etat des stocks	17
Créances et dettes	18
Ecart de conversion sur créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatées d'avance	22
Composition du capital social	23
Variation des capitaux propres	24
Ventilation du chiffre d'affaires	25
Transfert de charges	26
Charges et produits exceptionnels	27
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	28
Charges et produits sur exercices antérieurs	29

Engagements financiers et autres informations

Engagements de crédit-bail	N/A *
Engagements financiers donnés et reçus	31
Engagement en matière de retraite	32
Situation fiscale différée et latente	33
Intégration fiscale	34
Effectif moyen	35
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	36
Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous-groupe	37
Liste des filiales et participations	38

* : N/A Non applicable

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	26 208 106	24 187 951	2 020 155	2 344 095
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	15 043		15 043	771 206
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 974 833	23 162 238	812 595	1 083 826
Installations techniques, matériel, outillage	14 909 644	13 387 597	1 522 047	1 170 464
Autres immobilisations corporelles	44 707 496	42 872 225	1 835 271	1 715 279
Immobilisations en cours	1 583 611		1 583 611	364 291
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	143 498 558	67 335 684	76 162 874	76 587 310
Créances rattachées à des participations	26 626 291	278 846	26 347 445	4 771 327
Autres titres immobilisés				
Prêts	985 382		985 382	1 038 284
Autres immobilisations financières	340 639		340 639	340 639
ACTIF IMMOBILISE	282 849 603	171 224 542	111 625 061	90 186 722
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	844 471		844 471	660 878
En-cours de production de biens	19 804		19 804	31 350
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	45 677		45 677	44 759
Marchandises	281 644		281 644	498 004
Avances et acomptes versés sur commandes	100 000		100 000	100 000
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	69 776 829	4 703 183	65 073 646	42 308 123
Autres créances	41 864 479	6 889 091	34 975 388	47 150 174
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	66 910 083		66 910 083	84 140 889
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 543 825		3 543 825	2 974 504
ACTIF CIRCULANT	183 386 812	11 592 274	171 794 538	177 908 682
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	12 344		12 344	921
TOTAL GENERAL	466 248 759	182 816 816	283 431 943	268 096 325

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 52 386 208)	52 386 208	52 386 208
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 703 170	14 703 170
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 238 621	5 238 621
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	23 400	23 400
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	35 510 303	35 510 303
Report à nouveau	-66 826 224	-53 006 718
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-8 743 771	-13 819 506
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	18 495	149 650
CAPITAUX PROPRES	32 310 201	41 185 127
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	24 792 767	17 404 208
Provisions pour charges	10 044 455	10 172 974
PROVISIONS	34 837 222	27 577 182
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	89 685 152	89 098 205
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	45 068 571	35 158 275
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	29 538 914
Dettes fiscales et sociales	40 276 687	41 115 605
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	6 415
Autres dettes	2 767 445	4 364 664
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	216 275 601	199 282 078
Ecart de conversion passif	8 919	51 939
TOTAL GENERAL	283 431 943	268 096 325

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	390	139	529	43 291
Production vendue de biens	17 217 083	123 549 032	140 766 115	159 397 878
Production vendue de services	42 580 252	92 373 813	134 954 064	165 951 488
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	59 797 725	215 922 983	275 720 709	325 392 658
Production stockée				
Production immobilisée				24 200
Subventions d'exploitation			15 333	101 334
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 269 729	2 441 444
Autres produits			6 544 607	5 248 410
PRODUITS D'EXPLOITATION			286 550 378	333 208 045
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			30 850 119	24 863 154
Variation de stock (marchandises)			216 415	295 912
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			57 158 649	60 806 800
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-23 019	-87 199
Autres achats et charges externes			65 909 307	124 693 396
Impôts, taxes et versements assimilés			3 850 499	4 086 099
Salaires et traitements			83 516 398	79 777 700
Charges sociales			39 433 166	34 728 852
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			2 269 552	4 338 615
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 841 186	1 494 931
Dotations aux provisions			1 426 645	3 263 057
Autres charges			2 253 361	5 635 142
CHARGES D'EXPLOITATION			288 702 278	343 896 459
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 151 900	-10 688 414
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			4 372 460	3 255 377
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			315 692	137 232
Autres intérêts et produits assimilés			938 050	173 391
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 786 908	5 184 247
Différences positives de change			86 457	29 785
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 499 567	8 780 032
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			10 426 653	12 814 073
Intérêts et charges assimilées			6 421 965	2 463 815
Différences négatives de change			113 707	105 147
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 962 325	15 383 035
RESULTAT FINANCIER			-9 462 758	-6 603 003
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-11 614 658	-17 291 417

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		30 639
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 485	1 791 422
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	131 155	4 723 058
PRODUITS EXCEPTIONNELS	156 640	6 545 119
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 979	3 207 470
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 701	1 790 849
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		23 961
CHARGES EXCEPTIONNELLES	43 680	5 022 280
RESULTAT EXCEPTIONNEL	112 960	1 522 838
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 757 927	-1 949 073
TOTAL DES PRODUITS	294 206 585	348 533 196
TOTAL DES CHARGES	302 950 356	362 352 702
BENEFICE OU PERTE	-8 743 771	-13 819 506

Annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice sont établis en application du plan comptable général annexé aux règlements ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles sont constituées principalement de logiciels acquis.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les logiciels acquis sont amortis selon le mode linéaire, sur une durée d'utilisation, estimée entre 3 et 5 ans suivant leur nature.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les dépenses de recherche et de développement sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en mode linéaire suivant la durée de vie prévue.

Les durées les plus courantes sont les suivantes :

Constructions	10 à 25 ans
Installations techniques, mat.outillage	5 à 10 ans
Install. générales agencés, aménagés	10 ans
Matériel de transport Poids Lourds	10 ans
Matériel de transport, autres	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Les amortissements dérogatoires correspondent à la différence entre la durée de vie économique et la durée de vie fiscale de certains matériels de transport, ainsi qu'au recours au mode dégressif.

Les bâtiments sont construits sur des terrains bénéficiant de concessions du domaine public qui prévoient qu'en fin de concessions ceux-ci reviennent à l'Etat. En conséquence dans le cadre du règlement CRC 2002-10 il a été retenu une durée d'amortissement équivalente aux durées de concessions.

Les immobilisations corporelles font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur

d'utilité apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre d'hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition qui correspond au coût d'achat majoré des coûts directement attribuables. Une provision pour dépréciation est constituée dès que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette éventuellement réévaluée et des perspectives de rentabilité.

Des provisions complémentaires sont enregistrées dès lors qu'il existe des risques de non recouvrement de prêts ou de créances sur les filiales.

Les autres immobilisations financières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de remboursement.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, ces perspectives de rentabilité ont été déterminées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Elles sont principalement constituées de provisions pour engagement de retraite et obligations similaires et de provisions pour litiges sociaux.

STOCKS

Les stocks sont évalués :

- pour les vivres, biens d'économat et autres produits acquis à titre onéreux, par application de la méthode du coût moyen pondéré.
- pour les en-cours et les produits finis, au coût de production sans incorporation de charges financières.

Des provisions pour dépréciation des stocks et en-cours sont enregistrées lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition ou de production.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque leur recouvrement risque d'être compromis en tout ou partie.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que la prestation a été réalisée.

Il est principalement constitué de la production et de la vente de plateaux repas et des prestations

de mise à bord.

Les autres produits d'exploitation sont essentiellement constitués de redevances de marque. Elles sont reconnues sur la base des dispositions contractuelles.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Servair ne possède pas de valeurs mobilières de placement.

OPERATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de leur réalisation.

Les dettes et créances en devises inscrites au bilan sont converties et comptabilisées au dernier cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les éventuelles différences de conversion sont inscrites au bilan. Une provision pour risque est constituée pour couvrir les éventuelles pertes latentes.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Une perte ou un gain de change est constaté selon le cas.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables françaises, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction de la société, elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titres des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations reposent sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les hypothèses sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers de cet exercice ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

Les principales estimations significatives faites par la Direction de la société portent notamment sur les titres de participations, les dépréciations, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraite.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

PROTOCOLE PAIEMENT CHARGES SOCIALES

Fin Décembre 2021, un protocole a été signé sous l'égide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) au niveau Groupe sur un moratoire de paiement de charges sociales. Un échéancier a été validé pour le paiement étalé sur une durée de 3 ans.
Au 31 décembre 2023 il reste un solde de 5 841 797,27€.

CONTRAT DE PRET AVEC SIA

Un contrat de prêt interco avec SIA, remboursable sur 6 ans, a été signé dans le cadre du financement des filiales de restauration rapide en Afrique en contrepartie du compte courant déjà existant auparavant.

LITIGES ET PROCES EN COURS

La société Servair est concernée par plusieurs litiges judiciaires dans le cadre de la marche ordinaire de ses affaires.

Il n'existe aucun litige significatif qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires à la date de clôture.

INTEGRATION FISCALE

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

MALI & BUKINA FASO

L'incertitude sur les performances futures des filiales MALI CATERING et SERVAIR BURKINA FASO liée à la conjoncture locale actuelle, notamment l'annonce provisoire de l'arrêt de desserte de ces pays par Air France, a engendré la dépréciation des titres de participation et des créances détenues sur ces sociétés à la clôture de l'exercice 2023.

LYON AIR TRAITEUR

Au cours du mois de Février 2024, la cessation de l'activité de la filiale LYON AIR TRAITEUR a été annoncée. L'impact de cette fermeture sur les comptes de Servair SA a été estimé au mieux à la clôture des comptes 2023.

PRET A OAT

Le 01 mars 2024, SERVAIR S.A. a signé un contrat de prêt avec Orly Air Traiteur à hauteur de 3,5M d'euros. Ce prêt remboursable à horizon 2026 a été réalisé dans le cadre de la révision de son financement en convertissant une partie de son compte courant en prêt avec sa filiale.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 223 599		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	6 693 972		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	22 123 329		17 192
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 227 425		682 219
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	13 233 007		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	30 758 283		716 206
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	364 291		1 565 763
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	87 400 307		2 981 379
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	148 269 885		25 717 581
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 378 923		317 983
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	149 648 809		26 035 564
TOTAL GENERAL	263 272 715		29 016 943

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		450	26 223 149	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui		1 389 258	5 304 714	
Constructions, installations générales, agenc.		3 470 402	18 670 119	
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 909 644	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			13 233 007	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			31 474 489	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	309 701	36 742	1 583 611	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	309 701	4 896 402	85 175 584	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 862 616	170 124 850	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		370 885	1 326 021	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 233 501	171 450 871	
TOTAL GENERAL	309 701	9 130 353	282 849 603	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 040 721	1 079 654		24 120 374
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 040 721	1 079 654		24 120 374
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	6 624 232		1 389 258	5 234 974
Constructions installations générales, agenc., aménag.	21 109 243	263 047	3 445 027	17 927 264
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 056 961	330 636		13 387 597
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	13 056 406	141 426		13 197 833
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 219 605	454 788		29 674 393
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	83 066 447	1 189 898	4 834 285	79 422 060
TOTAL GENERAL	106 107 168	2 269 552	4 834 285	103 542 434

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.				131 155			-131 155
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.				131 155			-131 155
Acquis. titre							
TOTAL				131 155			-131 155

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	149 650		131 155	18 495
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	149 650		131 155	18 495
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	921	11 423		12 344
Provisions pour pensions, obligations similaires	10 172 974		128 519	10 044 455
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	27 577 182	10 888 516	3 628 475	34 837 222
Dépréciations immobilisations incorporelles	67 577			67 577
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	66 911 248	424 436		67 335 684
Dépréciations autres immobilis. financières		278 846		278 846
Dépréciations stocks et en cours	150 000		150 000	
Dépréciations comptes clients	4 260 925	1 809 432	1 367 174	4 703 183
Autres dépréciations	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091
DEPRECIATIONS	78 789 726	2 805 969	2 321 314	79 274 381
TOTAL GENERAL	106 516 558	13 694 485	6 080 944	114 130 098
Dotations et reprises d'exploitation		3 267 831	4 162 881	
Dotations et reprises financières		10 426 653	1 786 908	
Dotations et reprises exceptionnelles			131 155	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Risques filiales	12 540 280	9 450 448	1 000 000	20 990 728
Risques sociaux	2 198 304	1 426 645	864 087	2 760 861
Chocs avions et litiges commerciaux	551 582		531 582	20 000
Crédit impôts mécénat	185 551		185 551	
DGCCRF - contrôle en cours	300 000			300 000
Risques divers	1 627 570		918 736	708 834
Autres provisions pour risques et charges	17 403 286	10 877 093	3 499 956	24 780 423
Dividendes à recevoir Burkina faso		278 846		278 846
Provisions sur autres immobilisations financières		278 846		278 846
Comité d'entreprise Servair 1	63 181		17 231	45 950
Comptes courants filiales	7 336 795	261 500	786 908	6 811 387
Créance activité partielle		31 754		31 754
Autres provisions pour dépréciation	7 399 976	293 254	804 139	6 889 091

Rubriques	Début d'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Matières premières	589 483	52 593	642 075
Consommables	131 917	-14 568	117 349
Fournitures diverses	89 479	-4 431	85 047
Matières premières et approv.	810 878	33 593	844 471
Produits en cours	31 350	-11 546	19 804
En-cours de production	31 350	-11 546	19 804
Produits finis	44 759	917	45 677
Produits finis	44 759	917	45 677
DFS	14 496	-281	14 215
Buy on bord	483 508	-216 079	267 429
Marchandises	498 004	-216 360	281 644
TOTAL GENERAL	1 384 992	-193 396	1 191 596

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	26 626 291	6 585 702	20 040 589
Prêts	985 382	381 466	603 916
Autres immobilisations financières	340 639		340 639
Clients douteux ou litigieux	4 720 544	4 720 544	
Autres créances clients	65 056 284	65 056 284	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	487 222	487 222	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	50	50	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 461 030	1 461 030	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	599 885	599 885	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	496 766	496 766	
Etat, autres collectivités : créances diverses	31 754	31 754	
Groupe et associés	34 259 863	34 259 863	
Débiteurs divers	4 527 910	4 527 910	
Charges constatées d'avance	3 543 825	3 543 825	
TOTAL GENERAL	143 137 445	122 152 301	20 985 144
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	317 983		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	370 885		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 192	2 192		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	89 682 960	3 682 960	86 000 000	
Emprunts et dettes financières divers	45 068 571	44 939 821		128 750
Fournisseurs et comptes rattachés	38 224 590	38 224 590		
Personnel et comptes rattachés	14 918 171	14 918 171		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 341 876	21 341 876		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 848 082	2 848 082		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 168 558	1 168 558		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	253 157	253 157		
Groupe et associés	1 049 730	1 049 730		
Autres dettes	1 717 715	1 717 715		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	216 275 601	130 146 851	86 000 000	128 750
Emprunts souscrits en cours d'exercice	887 682			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Ecart de conversion sur créances et dettes

Déclaration au 31/12/2023

Nature des écarts	Actif	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif
	Perte latente			Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				983
Créances				7 854
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	12 344		12 344	82
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	12 344		12 344	8 919

Rubriques	Montant
Clients - produits non encore facturés	5 347 683
R.R.R à obtenir	3 693 660
TOTAL	9 041 344

Rubriques	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	8 381 644
R.R.R à accorder	1 282 677
Dettes sociales - personnel	14 824 617
Dettes sociales - charges sociales	6 737 477
Dettes fiscales	27 909
TOTAL	31 254 325

Charges et produits constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Montant
Marchandises		2 891
Autres charges de personnel		25 066
Assurances		31 725
Locations immobilières		361 293
Maintenance informatique		187 641
Signing bonus		297 058
Garantie PGE		2 624 760
Oeuvres sociales		13 302
TOTAL		3 543 735

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Montant
TOTAL		

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	233 867			224
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		41 185 127
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	131 155	
Autres variations		
Résultat de l'exercice	8 743 771	
	SOLDE	8 874 926
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		32 310 201

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Ventes de marchandises	390	139	529	43 291	-98,78 %
Ventes de biens	17 217 083	123 549 032	140 766 115	159 397 878	-11,69 %
Prestations de services	42 580 252	92 373 813	134 954 064	164 951 488	-18,19 %
TOTAL	59 797 725	215 922 983	275 720 709	324 392 658	-15,00 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Amendes et pénalités	17 979	6712200000
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	25 375	6752000000
Autres charges exceptionnelles	326	6788000000
TOTAL	43 680	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits sur cessions d'immobilisations corporelles	25 485	7752000000
Reprises des amortissements dérogatoires	131 155	7852500000
TOTAL	156 640	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-11 614 658	-2 757 927	-8 856 731
Résultat exceptionnel à court terme	-18 305		-18 305
Résultat exceptionnel à long terme	131 265		131 265
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-11 501 698	-2 757 927	-8 743 771

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits divers sur opération de gestion	20 051	758xxxxx9
TOTAL	20 051	

Engagements financiers et autres informations

	Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Les salariés de la société perçoivent une Indemnité de Fin de Carrière lors de leur départ en retraite. Le montant de cette indemnité dépend des conventions et accords d'entreprise en vigueur.

Ces régimes sont partiellement financés par des contrats d'assurance.

La société a appliqué la méthode préférentielle, qui consiste à provisionner l'intégralité des engagements retraite et assimilés. La méthode de reconnaissance des pertes et gains actuariels retenue est celle du « corridor » conduisant à amortir par résultat sur la durée résiduelle moyenne probable de vie active les montants qui dépassent 10% de la valeur des engagements.

L'évaluation actuarielle de cet engagement a été effectuée par un actuair indépendant selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite sur la base du salaire de fin de carrière.

Les principales hypothèses économiques de calcul sont les suivantes :

	31/12/2023	31/12/2022
Taux d'actualisation :	3,25%	3,75%
Taux d'inflation :	2,50%	2,50%
Taux de progression des salaires :	2,50%	2,50%
Taux de rendement attendu des actifs :	3,25%	3,75%
Taux de charges sociales patronales :	entre 29 et 45%	entre 29 et 45%
Table de mortalité :	INSEE 2017-2019 par sexe	INSEE 2016-2018 par sexe
Taux de mobilité :	Variable par catégorie et par tranche d'âge. 2,20% en moyenne par an pour le Groupe Servair.	
Age normal de départ en retraite :	Variable de 60 à 67 ans selon la catégorie et l'année de naissance.	

L'engagement et la provision de l'exercice sont les suivants (en euros) :

Engagement à la clôture de l'exercice	21 144 300
Valeur des fonds à la clôture de l'exercice	-2 945 610
(Insuffisance) / surplus	18 198 690
(Pertes) et gains actuariels non comptabilisés	-3 266 059
Coûts des services passés non comptabilisés	-4 888 176
Provisions comptabilisées	10 044 455
<i>Dont médaille du travail</i>	113 121

Les variations des engagements, et de la provision sur l'exercice sont les suivantes (en euros) :

Valeur des engagements de début d'année	14 545 963
Coût des services	5 693 842
Coût financier	513 397
Transfert	0
Réduction / Cessation	-540 087
Prestations versées	620 004
(Gains) et pertes actuariels	1 551 189
<i>Dont expérience</i>	591 127
<i>Dont changements d'hypothèses</i>	960 063
Valeur des engagements à la clôture de l'exercice	21 144 300
Provision à l'ouverture de l'exercice	10 172 975
Transfert	0
Charge de l'exercice	646 111
Prestations payées par l'employeur	-620 004
Cotisation versées à l'assureur	154 628
Provision à la clôture de l'exercice	10 044 455

La variation des actifs d'assurances sur l'exercice est la suivante :

Valeur des actifs d'assurance à l'ouverture	2 792 398
Rendement réel des actifs	-1 416
Cotisations de l'employeur	154 628
Prestations remboursées à l'employeur	0
Valeur des actifs d'assurance à la clôture	2 945 610

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires	
Subventions d'investissement	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Participation des salariés	
Organic	415 800
Congés payés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provision pour dépréciation des titres & autres immobilisations	67 614 531
Provision pour dépréciation de l'actif circulant	9 500
Provision pour retraite	9 931 334
Autres provisions pour risques & charges	300 000
Ecart de change latent	12 344
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	78 283 508
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(78 283 508)

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables du Groupe d'Intégration Fiscale	
Moins-values à long terme du Groupe d'intégration Fiscale	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Au 1er janvier 2017, SERVAIR a constitué un groupe fiscal en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

L'application de la convention d'intégration fiscale du groupe SERVAIR, respectant le principe de neutralité en matière d'impôt sur les sociétés, a les conséquences suivantes :

Rubriques	Comme si la société était imposée séparément	La société, membre du groupe d'intégration fiscale
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Imputation des déficits	0	0
Résultat fiscal après imputation des déficits reportables	-13 148 251	-15 402 324
Déficits reportables	110 478 285	0
Impôt dû	77 103	77 103

Le montant d'impôts sur les sociétés de 2 757 927€ créditeur figurant dans la rubrique impôts sur les bénéfices du compte de résultat correspond pour 339 676€ à l'impôt du groupe fiscal, pour 77 103€ aux retenues à la source, pour 3 104 313€ au produit d'intégration fiscale et pour 70 393€ aux crédits d'impôts.

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	280	(75)
Maîtrises	624	(44)
Employés	1 186	253
TOTAL	2 090	134

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
gategroup Holding 20 Sägereistrasse 8152 Glattbrugg SUISSE Capital en CHF	SA	135 418 036	65,00 %

Informations d'importance de l'ensemble constitué par le sous- groupe

Conformément à l'article L.233-17 du Code de commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe,

Notamment :

- aucun actionnaire représentant au moins 1/10 du capital n'est opposé à cette exemption,
- les comptes individuels de la société Servair ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle et sur lesquelles elle exerce une influence notable sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de l'ensemble plus grand,
- les comptes consolidés de l'ensemble plus grand sont ceux du groupe Suisse gategroup ; ils sont établis en conformité avec la 7ème directive européenne, certifiés, traduits en langue française et mis à la disposition des actionnaires de la société en même temps que les comptes individuels avant l'assemblée générale,
- l'annexe sociale de Servair S.A. est complétée des informations d'importance significative concernant la situation patrimoniale et financière ainsi que le résultat de l'ensemble constitué par le sous-groupe (chiffre d'affaires, résultat, actif immobilisé, capitaux propres, effectifs,...). Ces éléments sont repris dans le tableau ci-après.

En millions de CHF	2023
Immobilisations nettes	370,5
Chiffre d'Affaires	768,1
Résultat net comptable	4,9
Capitaux propres	245,9
Effectifs (EQTP)	8 987

Les données consolidées ci-dessus ressortent de la consolidation du périmètre du sous-groupe Servair apprécié aux bornes du groupe gategroup et elles incluent les retraitements IFRS effectués à ce palier et notamment les écritures liées à l'acquisition du sous-groupe.

Informations Financières			Capitaux propres	Quote-part et capital	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances	Montants des cautions	Résultats bénéfice	Dividendes	Chiffre d'Affaires en €
			autre que le capital avant affectation du résultat en €	détenus en %	Brute en €	Nette en €	consentis par la sté et non encore remboursés en €	et avals donnés par la sté en €	ou perte du dernier exercice clos en €	encaissés par la sté au cours de l'exercice en €	
Filiales et Participations	Date de clôture	Capital en €									

FILIALES (plus de 50%)

Filiales françaises

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Acna *	31 décembre	37 500	-8 405 506	100,00%	31 239 588			1 226 206	-6 005 432		74 445 798
Lyon Air Traiteur *	31 décembre	455 000	-2 327 125	100,00%	5 678 000			3 042 537	-656 672		2 299 677
Martinique Catering *	31 décembre	50 000	1 660 410	98,00%	3 266 360	3 266 360		20 000	1 391 796	980 000	8 998 269
Orly Air Traiteur *	31 décembre	8 934 190	-16 580 519	99,95%	29 953 260			6 860 500	-842 046		64 860 314
Paris Air Catering *	31 décembre	100 005	-16 169 780	99,99%	17 396 189	17 396 189		72 600	6 197 386		194 253 291
Passerelle CDG *	31 décembre	40 000	-542 117	99,80%	20 400			300 000	-21 087		39 187
Réunion Catering	31 décembre	197 576	76 613	100,00%	202 476	202 476	161 436		-136 970		18 203 853
Servair Formation *	31 décembre	108 000	981 025	100,00%	500 001	500 001			810 638		4 175 672
SIA *	31 décembre	25 000 000	-9 343 095	100,00%	36 830 044	36 830 044	23 700 874		9 115 147		8 544 160
Sogri *	31 décembre	225 000	2 361 769	97,00%	1 682 154	1 682 154		30 000	237 475	485 000	6 692 210
Sori *	31 décembre	50 000	3 094 391	50,04%	19 026	19 026		434 482	160 938	500 400	11 359 349

b) Autres

Afrique catering *	31 décembre	450 000	1 523 364	51,00%	230 658	230 658			303 978		648 240
Dutyfly Solution *	31 décembre	NC	NC	50,00%	20 000				NC		NC
Servcenter (GIE) *	31 décembre	NA	-132	NA	NA	NA			0		6 194 513
Servlogistic (GIE) *	31 décembre	NA	0	NA	NA	NA			0		3 018 271
SVRLS@LA REUNION *	31 décembre	150 000	952 236	50%	75 300	75 300		1 813 500	1 539 900	652 600	27 614 840

Filiales étrangères

a) Commissariat aérien

Dakar Catering *	31 décembre	1 143 411	1 583 401	65,12%	2 512 259	2 512 259	1 193 118		1 269 057	1 094 444	16 378 096
Servair Burkina Faso *	31 décembre	15 245	959 391	87,10%	192 226	0			241 152	318 681	3 822 588
Servair Gabon *	31 décembre	381 137	-361 853	55,00%	533 482	533 482			388 211		4 915 415
Skychef *	31 décembre	21 054	3 895 893	55,00%	4 982 947	4 982 947			780 865	62 680	11 596 483

b) Autres

Servair Sats H.C. *	31 décembre	NC	NC	51,00%	319 450	319 450			NC		NC
---------------------	-------------	----	----	--------	---------	---------	--	--	----	--	----

PARTICIPATIONS (10 à 50%)

Participations étrangères

a) Commissariat aérien & assistance aéroportuaire

Mali Catering *	31 décembre	533 592	382 745	43,52%	232 210	0			102 127	278 654	2 285 914
Guangzhou Nanland Air Catering *	31 décembre	NC	NC	12,50%	7 612 500	7 612 500			NC		NC

AUTRES (- de 10%)

Cotonou Catering *	31 décembre	NC	NC	0,01%	30	30			NC		NC
--------------------	-------------	----	----	-------	----	----	--	--	----	--	----

(*) chiffres provisoires non arrêtés

NC : Non Communiqué

NA : Non Applicable